

Éditorial

Dans un contexte de prix élevés du pétrole (mais aussi du gaz et du charbon) et de préoccupations de plus en plus lourdes et précises concernant le réchauffement climatique, la présidence française de l'Union Européenne de juillet à décembre 2008 semble bien décidée à tout faire pour imposer à ses partenaires européens l'idée de la nécessité absolue d'une relance massive de l'énergie nucléaire, au grand bénéfice de l'industrie hexagonale. Nicolas Sarkozy en fait un point essentiel du « paquet climat énergie » dont il compte bien achever la négociation avant la fin de son mandat. Il reçoit dans cette initiative controversée en Europe un appui remarqué de l'actuel président de la Commission.

Plus généralement, le président français a entrepris une véritable croisade internationale sur ce thème, en particulier vis-à-vis des pays du pourtour de la Méditerranée, pour leur proposer une coopération active avec l'industrie et le gouvernement français, au Maroc, en Algérie, etc, en arguant des vertus d'une telle coopération dans la lutte contre le terrorisme.

Il s'appuie pour ce faire sur la réputation mondiale qu'a acquis à grand renfort de communication la France et son industrie dans ce domaine à travers un discours qui exalte l'indépendance énergétique et les performances économiques qu'apporte une production massive d'électricité nucléaire à son système énergétique, tout en lui assurant une innocuité environnementale, une sûreté, une sécurité et une pérennité exemplaires...

Ce discours, construit au fil de décennies par les gouvernements français de droite comme de gauche et le lobby nucléaire qui leur est intimement lié, a réussi à s'imposer dans une France qui se caractérise par la faiblesse de son expertise indépendante, faiblesse délibérément entretenue par des pouvoirs publics et des « élites » qui préfèrent le confort d'un consensus quasi religieux au débat qu'entraînerait inéluctablement une évaluation indépendante sans tabou.

C'est sur cette auto-proclamation des vertus de l'énergie nucléaire et de l'exemplarité de l'expérience française que compte le président français pour emporter la conviction d'Européens très divisés sur ces questions.

Il a donc paru particulièrement important à notre association Global Chance, qui compte parmi ses membres plusieurs des rares experts indépendants français sur le nucléaire et dont la pertinence des analyses dans les domaines de l'énergie et de l'environnement est appréciée en France et au-delà de nos frontières, de mettre à disposition des décideurs européens et des citoyens une analyse critique factuelle de l'expérience française pour inscrire dans une perspective plus réaliste l'illusion « du paradis nucléaire sur terre » que cherche à imposer la France à ses partenaires européens.

Global Chance souhaite en effet alerter l'opinion internationale sur le caractère largement illusoire que représenterait un plan de relance massif du nucléaire au niveau international et européen pour répondre aux défis du développement et d'environnement.

Dans une première partie, nous nous interrogeons sur la capacité d'un tel plan de relance, à supposer qu'il ne rencontre ni obstacle technique, ni obstacle économique, ni obstacle politique, à apporter dans les délais nécessaires une contribution décisive aux objectifs sous jacents au « paquet énergie climat » : la sécurité énergétique de l'Europe et la réduction massive des émissions de gaz à effet de serre à court et moyen terme (20 à 30 % en 2020, 75 % en 2050).

Dans la seconde partie, à partir de l'exemple français, nous interrogeons sur la capacité de ses promoteurs à conduire industriellement et économiquement une telle relance et à en maîtriser les conséquences et les risques sur l'environnement, la paix, et la santé des citoyens.

Cette publication intervient à un moment où en France et quasiment pour la première fois, le mur du silence établi par les autorités autour des « incidents » plus ou moins graves qui émaillent la vie du nucléaire français se fissure. Dans le contexte créé par l'hypothèse de relance du nucléaire, la presse française s'est intéressée de plus près qu'à l'habitude aux divers incidents qui ont émaillé l'été (arrêt par l'Autorité de sûreté nucléaire du chantier de Flamanville, pollution radioactive de la nappe phréatique du Tricastin, incendie dans l'EPR finlandais, etc.). Elle a redécouvert à cette occasion et l'opinion avec elle, l'opacité qui recouvre l'ensemble de la gestion des risques inhérents au nucléaire en France et le mépris des citoyens qu'elle implique.

C'est une raison supplémentaire pour mettre largement à la disposition du public et des décideurs ce dossier que nous avons nommé « Nucléaire, la grande illusion ».

Global Chance